

III

CATHOLICISME ET RADICALISME
EN ITALIE

Les catholiques italiens, à l'heure actuelle, présentent un spectacle instructif et qui, pour beaucoup, est inattendu. Voilà trente ans que, par ordre du Saint-Siège, ils se cantonnent dans une abstention systématique : aux élections législatives, leurs votes font défaut ; les parlements se succèdent, les ministères vont et viennent, les projets de loi font halte ; et les catholiques, spectateurs immobiles, se réservent. La constitution du royaume leur offriraient certaines armes, les unes robustes, d'autres émoussées ; ils ne font point usage de ces armes, ils ne veulent point profiter de cette constitution. Il paraît qu'ils sont électeurs, qu'ils sont même éligibles : peu leur importe. « Ni éligibles ni électeurs », a dit le Pape, et les catholiques s'obstinent dans leur inexpugnable recueillement. L'Italie est le seul pays du monde où le gouvernement fasse signe à ses ennemis de venir se mesurer avec lui, et leur fasse signe inutilement. Pour avoir à lutter contre un groupe « clérical » dans l'arène de

Montecitorio, les cabinets successifs multiplient les coquetteries ; ils multiplieraient même les sacrifices : c'est en vain ; le groupe « clérical » est toujours à naître. Entrer à la Chambre, ce serait, de la part des catholiques, consentir une visite au pouvoir nouveau : sujets du roi Humbert, ils agissent à son égard comme l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie, son allié ; ils lui refusent toute visite. La vie politique de l'Italie, les destinées de l'édifice élevé par la maison de Savoie, — du « sabaudisme », comme ils disent, — sont pour eux une curiosité, une façon de panorama, quelque chose qu'on regarde, mais dont on ne se mêle pas. Ils laissent les événements marcher, et la bâtisse se défaire toute seule ; volontiers ils diraient, retournant le mot de Charles-Albert : *Sfarà da se*. M. Crispi, M. Giolitti, M. di Rudini, ont tour à tour mendié leur hostilité parlementaire : auprès du Vatican, d'innombrables démarches furent entreprises pour que fût levée la vieille décision de Pie IX, qui interdit aux fidèles du Pape l'action politique ; ces démarches furent stériles. Que la royauté se débrouille, que ses divers ministres se salissent entre eux : ils réussiront du moins à se détruire réciproquement ; en hommes d'Etat comme en bonne monnaie, l'Italie devient indigente ; le dénouement paraît certain, la date seule en est incertaine ; et lorsque l'heure sera venue, pour les catholiques, de prendre leur part des responsabilités politiques, cette heure, décisive pour la maison royale, sera sonnée par le Pape, au Vatican : l'histoire, à Rome,

ménage ces revanches. Appelés par le roi pour être des sauveurs, les catholiques se refusent ; le jour où le Saint-Siège les lancera, ils prétendront être des successeurs (1).

Mais, comme le fait très justement remarquer la *Civiltà cattolica* du 6 juin 1896, l'expectative n'est pas l'inertie : et leur activité se montre d'autant plus féconde qu'elle ne peut être soupçonnée de poursuivre des mandats législatifs, et qu'aucunes combinaisons parlementaires ne l'enchaînent ou ne la font dévier. L'encyclique sur la condition des ouvriers n'est point demeurée lettre morte en Italie ; il n'est aucun pays, peut-être, où les catholiques parcourent d'un pas plus ferme et d'une allure plus hardie la voie des réformes sociales. La *Rivista Internazionale delle scienze sociali*, fondée sous les auspices du Vatican, atteste l'importance qu'ils attachent aux questions économiques ; et ce ne sont point seulement des articles ou des discussions académiques, mais des institutions, surtout, qui en témoignent : dans le Nord, spécialement, les caisses rurales et les associations agricoles ont un merveilleux développement. D'être à la fois des mécontents de l'ordre politique et des satisfaits de l'ordre social, cela paraîtrait aux catholiques italiens une ingrate attitude, éminemment impopulaire : l'Évangile, demeuré présent à leurs pen-

(1) Voir pour plus de détails, dans notre volume : *Lendemain d'unité* (Paris, Perrin, 1900), le chapitre intitulé : *Le 20 septembre à Rome, impressions d'un témoin*.

sées et vivant dans leurs cœurs, les travaille, les tracasse, si j'ose ainsi dire, et les pousse en avant ; il fait d'eux des hommes d'idéal, non les conservateurs d'une réalité imparfaite.

De leur abstention politique et de leur labeur social, ils commencent à recueillir les fruits : ils n'ont jamais été des compromis, et ils cessent d'être des isolés. Une alliance se montre à l'horizon, celle de la démocratie radicale : dans leur passé, rien ne les gêne pour l'accepter, puisque le pouvoir installé à Rome n'obtint jamais leurs faveurs ; dans le présent, au contraire, ils ont une forte raison de la cultiver, puisque volontiers ils absorbent dans des essais de réformes sociales la meilleure part de leur temps et de leur zèle. Il ne faut point, assurément, exagérer la maturité de cette ébauche de rapprochement entre le parti catholique et le parti démocratique : rien n'est arrêté, rien sans doute ne sera signé. Mais que ces deux groupements, aujourd'hui, marchent à la rencontre l'un de l'autre, et qu'ils se disposent, pour demain, à marcher parallèlement : c'est là une innovation susceptible de modifier l'avenir.

« Nous, catholiques, par les origines de notre foi, par la constante tradition de l'Église, par l'histoire même de l'Italie, ne sommes-nous pas intimement démocrates ? si le radicalisme cesse d'être irréligieux, il se trouvera à deux doigts de nous. Et si les radicaux et nous ne devenons point des amis, nous serons du moins des adversaires francs et loyaux, réciproquement sûrs de ce que

veut l'autre parti et du but auquel il aspire. » C'est le 4 juin 1895 que l'*Unità cattolica*, journal florentin, esquissait ces avances.

En excellents termes, un organe indépendant, la *Corrispondenza Verde*, les encouragea et en montra la portée : « Les élections politiques, y lisait-on, avaient démontré un fait dont on avait le devoir de tenir compte, à savoir, qu'en Italie, parmi la décomposition des vieux partis et la gangrène des hégémonies hybrides (on était alors sous le ministère Crispi) deux grandes idées resplendissent encore ; elles dominent toutes deux l'histoire nationale ; elles sont comme les deux pôles entre lesquels s'est déroulée, à travers les âges, la vie italienne : l'une est l'idée démocratique, et l'autre est l'idée catholique ; tantôt unies, tantôt en lutte, ce furent ces deux idées qui imprimèrent au peuple italien un vrai caractère de grandeur et de force morale. Si l'on voulait mettre à profit la leçon des dernières élections, il fallait faciliter et précipiter la fusion du parti démocrate et du parti catholique, qui renferment à eux deux ce qui subsiste de sain, de vraiment vivant dans la nation ; il fallait les apparier fraternellement, pour préparer le salut suprême de la patrie. Au contraire, de part et d'autre, les vieilles répulsions et les sottises défiances entretiennent une hostilité systématique. Il faut le dire pourtant, et il est nécessaire que les chefs de la démocratie s'en convainquent, l'anticléricalisme est un sentiment passé de mode, qui n'a plus aucune raison d'être. » Ainsi s'ouvrit le débat : il

prit tout de suite une franchise, une ampleur, une élévation, qu'on a plaisir et surprise à rencontrer dans le pays de la *combinazione*. Rien ici qui sente la coquetterie, la petite entente obtenue par de petits moyens, le marché finissant par une duperie et quelquefois par deux duperies ; les intérêts sont à l'arrière-plan, les personnalités sont effacées ; deux concepts émergent, le concept catholique et le concept démocratique ; frères ils sont si l'on descend jusqu'à leur essence ; et frères, encore, si l'on remonte le cours de leur passé ; qu'ils se reconnaissent donc et qu'enfin ils fusionnent ; des frères retrouvés ne sont point des frères ennemis.

De Florence, un écho catholique répondit : « Nous sommes prêts, déclara l'*Unità cattolica* du 20 juin 1895, à serrer la main à des hommes qui reprenant les traditions de nos ancêtres, préparent à l'Italie l'avenir sauveur d'une honnête et forte démocratie. Les alliances ou les contrats avec les modérés sont des nécessités locales du moment, mais des nécessités transitoires, parce que le parti modéré est le premier destiné à disparaître de la face de la terre ». Sans fracas comme sans ambages, ce journal tranchait net. Un peu partout à travers le royaume, dans les élections municipales et provinciales, les seules où les catholiques fissent usage de leurs droits civiques, ils dressaient volontiers liste commune avec des « modérés » ; on baptisait ainsi certains libéraux étrangers aux sectes, dévoués aux intérêts économiques des classes dirigeantes, et fai-

sant à la royauté et à la religion, deux excellents boulevards de l'ordre, l'honneur de leurs sympathies. Des prêtres, des fidèles, souhaitaient d'étendre cette tactique aux élections politiques et de former au Parlement, à droite des partis monarchistes, une aile catholique : bataillon de renfort, ce nouveau groupe aiderait les « modérés », soit à parvenir au pouvoir, soit à s'y maintenir. Des intransigeants, des rétrogrades, ainsi qualifiait-on les catholiques implacables qui, fidèles à la consigne papale, ne se laissaient point séduire à ces rêves. Et voilà que brusquement ils faisaient expliquer par l'*Unità cattolica* que ces « modérés » pour lesquels on sollicitait l'appui des catholiques étaient les hommes du passé, qu'avec eux on ne pouvait ébaucher que de fragiles combinaisons d'opportunisme, et que le parti démocratique était le seul allié qui valût la peine d'être cherché, la peine surtout d'être retenu.

Mais l'irréligion coutumière à beaucoup de radicaux pouvait être une sérieuse entrave : la *Corrispondenza Verde* la prévint bravement. Elle attaqua ces « sépulcres blanchis, qui se font un marchepied de l'anticléricalisme pour conquérir la faveur des sectes, abruties par la haine obstinée contre toute religiosité. Qui ne voit, continuait-elle, que la démocratie, rajeunie par le souffle des temps nouveaux, caresse un autre idéal, qu'elle a entrevu de plus larges horizons, qu'elle est agitée par un frémissement de tolérance et de vraie liberté, et que, du mouvement actuel de la pensée humaine, jaillira le triomphe

des vrais principes humanitaires, fondés sur le respect de toutes les croyances ? » Pour le parti radical tout le premier, le langage était nouveau. Songez que l'esprit public, en Italie, retarde de trente ans en moyenne sur l'esprit public en France ; le cerveau de l'Italien « éclairé », à l'heure présente, reflète à peu près exactement le cerveau de l'abonné du *Siècle* au temps du second Empire ; la mesquinerie sectaire, le voltairianisme inepte, l'ignorance et le dédain des choses religieuses, passent toujours, là-bas, pour la marque d'une intelligence « cultivée ». Que l'idée catholique soit une force digne d'être respectée, digne même d'être évaluée : c'est une inédite surprise pour beaucoup d'Italiens, qui pourtant ne croient point être des sots. Le généreux talent de M. Foggazzaro travaille à les éclairer ; mais le travail sera long. Il était à craindre que par-dessus les têtes de ces « libres-penseurs » les sages avis de la *Corrispondenza Verde* ne passassent sans aucun fruit, et qu'en voulant atteler ensemble l'Eglise et la démocratie, l'« archaïsme » et l'avenir, elle ne leur parût commettre un paradoxe. Mais un professeur radical de l'Université de Sienne, M. Calamandrei, intervint à son tour, avec un imposant dossier.

Entre Léon XIII, docteur du catholicisme social, et Giuseppe Mazzini, père authentique du radicalisme italien, il institua une confrontation ; et dans un livre intitulé *Logica del radicalismo Italiano*, il en publia les résultats. Elle atteste, entre les deux interlocuteurs rapprochés par M. Calaman-

dreï, un curieux unisson ; il suffit de découper avec quelque habileté l'encyclique de Léon XIII sur la condition des ouvriers et la brochure de Mazzini sur les devoirs de l'homme, pour que le pontife et le publiciste paraissent se faire écho. « Le travail est sacré ; il est la source de la richesse de l'Italie » : c'est Mazzini qui parle ainsi. « Le travail des ouvriers est la source unique d'où procède la richesse des nations » : l'affirmation est de Léon XIII. Mazzini déplore que la richesse soit concentrée en peu de mains ; et Léon XIII signale « l'affluence de la richesse dans les mains du petit nombre à côté de l'indigence de la multitude ». Mazzini combat le rêve collectiviste d'une « organisation générale, arbitraire, édifiée tout entière par une intelligence, subitement implantée par voie de décrets » ; et Léon XIII exprime des alarmes analogues. Mazzini souhaite le développement des associations coopératives ; Léon XIII recommande les corporations : les deux souhaits se recouvrent et se confondent, au dire de M. Calamandrei. Bref, au point de vue économique, Léon XIII et feu Mazzini s'entendent : pourquoi n'en serait-il pas de même des catholiques et des radicaux ? Depuis un quart de siècle, à Rome, le monde blanc et le monde noir vivent l'un à côté de l'autre sans qu'on arrive à les marier. Laissez faire à M. Calamandrei ; et c'est au monde rouge qu'il reliera le monde noir, par des fiançailles imprévues. Il pressent à vrai dire des difficultés, dont la moindre n'est pas la surprise respective des deux fiancés ; mais que

ne peut l'accoutumance ? Le tout est de s'entendre ; on ne s'était jamais écouté !

Il fut décidé qu'on s'écouterait de plus en plus assidûment, et le printemps de 1896 a rouvert les pourparlers. « Les catholiques croient-ils, reprit la *Corrispondenza Verde* du 10 avril 1896, qu'une démocratie sage, cultivée, connaissant la nécessité des temps, pourrait, sans faillir aux maximes de l'Etat moderne, assurer la puissance et la dignité de la nation et placer en même temps l'Eglise catholique dans ces conditions de liberté et de respect qui lui sont indispensables pour l'accomplissement de sa haute mission morale ? S'ils le pensent, et nous estimons, nous, qu'ils ne pourraient penser diversement, l'accord entre démocrates et catholiques n'est pas seulement une possibilité, mais une nécessité qui s'impose. » Cet article marquait une étape nouvelle : la question romaine y était délicatement soulevée. Il fut accueilli par la presse catholique avec un mélange de bienveillance et de scepticisme. « C'est là une noble et haute entreprise, écrivait, le 15 avril 1895, l'*Osservatore cattolico* de Turin ; et le seul fait de l'avoir tentée serait, pour les écrivains de la *Corrispondenza Verde*, un sérieux titre d'honneur, qui leur vaudrait la reconnaissance de la patrie. » Mais l'*Unità cattolica*, et l'*Osservatore* aussi, demandaient combien de radicaux souscriraient à cette politique : « Que la *Corrispondenza* n'aille pas dire que nous retombons dans notre scepticisme coutumier ; nous n'avons aucun désir de nous défier de ses paroles : mais il est